

VEILLE SECTORIELLE

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°03 – mars 2026

Sommaire

L'info/ le chiffre à retenir

Transition Ecologique & Énergétique

1. L'Allemagne pas (encore) prête à renouer avec le nucléaire
2. Paquet de mesures pour encadrer la hausse des prix des carburants
3. Présentation du programme climat 2026
4. Le Triangle vert de Weimar relancé par la France, l'Allemagne et la Pologne
5. Déplacement de la ministre K. Reiche aux États-Unis
6. Déplacement du ministre de l'Environnement C. Schneider en Chine

Transports

1. La Deutsche Bahn annonce des résultats 2025 en légère amélioration
2. Le ministère fédéral des Transports annonce 500 M€ pour développer l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques
3. European Sleeper relance le train de nuit Paris-Berlin
4. Critiques de l'utilisation du fonds pour les infrastructures et la protection du climat

Entreprises & International

1. La commission du Bundestag chargée d'examiner les relations économiques entre l'Allemagne et la Chine a débuté ses travaux
2. L'Allemagne salue la finalisation de l'accord UE-Australie
3. L'industrie automobile allemande sous pression

4. Industrie chimique : le gouvernement publie sa stratégie

5. La commission sur les finances de l'assurance maladie propose des économies sur le médicament

6. Le gouvernement et les fédérations se prononcent sur l'avenir de la politique industrielle

7. Machines-outils : IG Metall alerte sur l'emploi face à la stagnation du secteur

8. L'Allemagne lance son plus grand projet spatial à ce jour

9. Rheinmetall enregistre un chiffre d'affaires record en 2025

Numérique & Innovation

1. Le gouvernement adopte une nouvelle stratégie sur les centres de données

2. Inauguration du « Google AI center » à Berlin

3. Partenariat d'Amazon avec Vodafone pour le déploiement d'internet par satellites

_Toc226543064

L'info/ le chiffre à retenir

8 Md€

C'est le montant du budget supplémentaire prévu en cumulé sur la période 2027-2030 par le programme climat allemand 2026 (KSP 2026), destiné à soutenir environ 90 mesures pour combler un déficit de 25 à 30 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (MtCO₂e) et respecter l'objectif fixé par la loi fédérale allemande de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 65 % d'ici 2030 par rapport à 1990.

1. L'Allemagne pas (encore) prête à renouer avec le nucléaire

A l'occasion du Sommet mondial du nucléaire à Paris le 10 mars dernier, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, concédant que l'UE avait fait une erreur stratégique en se détournant du nucléaire, a annoncé une enveloppe de 200 M€ pour garantir financièrement les projets de petits réacteurs modulaires (SMR). En réaction, le ministre fédéral de l'environnement Carsten Schneider (SPD) a publié le jour même un communiqué de presse rappelant les positions du gouvernement allemand : « pour l'Allemagne le principe reste le même : au lieu de miser sur un mirage nucléaire, nous misons sur des alternatives meilleures, plus sûres et moins coûteuses ». Le chancelier Friedrich Merz (CDU) a lui-même déclaré à la suite de Carsten Schneider, que la sortie du nucléaire était « irréversible », même s'il la regrettait. Cependant, le Ministre-Président de Bavière Markus Söder (CSU) réclame « une nouvelle

époque pour l'énergie nucléaire » et souhaite miser sur la recherche en fusion nucléaire et développer des mini réacteurs, à l'instar du projet de démonstrateur Alpha.

2. Paquet de mesures pour encadrer la hausse des prix des carburants

Le 1^{er} avril 2026, un paquet législatif sur les carburants (*Kraftstoffmassnahmenpaket*) est entrée en vigueur après avoir été débattu au Bundestag. Ce paquet comprend notamment une nouvelle loi (KPAng) limitant les hausses de prix dans les stations-services à une fois par jour, à midi. Les baisses de prix restent autorisées à tout moment. Les infractions seront sanctionnées par des amendes pouvant aller jusqu'à 100 000 €. De plus, le paquet comprend deux amendements à la loi contre les restrictions de concurrence (GWB) renforçant la fonction de surveillance de l'Office fédéral des ententes. Le 1^{er} avril 2026, le prix moyen du Super E10 s'élevait à 2,13 € le litre, celui du Super à 2,19 € le litre. Le prix moyen du litre du diesel était de 2,33 €. Face à ces prix des carburants qui restent très élevés, le gouvernement fédéral discute d'autres mesures dont les possibilités de baisser la taxe sur les véhicules automobiles, d'augmenter l'indemnité forfaitaire de déplacement ou d'adopter au niveau européen un impôt sur les bénéfices exceptionnels des entreprises énergétiques (Source : [BMW](#), [Bundesregierung](#))

3. Présentation du programme climat 2026

Le Programme de protection du climat 2026 ([KSP 2026](#)), adopté le 25 mars par le gouvernement fédéral allemand, vise

à combler un déficit de 25 à 30 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (MtCO_{2e}) pour respecter l'objectif fixé par la loi fédérale allemande de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 65 % d'ici 2030 par rapport à 1990. Porté par le ministre fédéral de l'Environnement, Carsten Schneider (SPD), **ce programme repose sur 90 mesures et un budget supplémentaire de 8 Mds€ sur quatre ans.** Il mise notamment sur un déploiement accéléré de l'éolien terrestre (12 GW supplémentaires), le renforcement du quota de THG (incorporation de biocarburants et carburants synthétiques) en application de la RED III pour les transports, l'électrification des procédés industriels et des technologies bas-carbone et la revitalisation des tourbières (4,7 Mds€). De manière générale, la capacité du KSP 2026 à garantir l'atteinte des objectifs climatiques apparaît d'emblée compromise. Le gouvernement s'appuie en effet sur les projections 2025 de l'Agence fédérale de l'Environnement (UBA), qui estimaient l'écart aux objectifs fixés par la loi à 25 MtCO_{2e} en 2030. Or, les [données actualisées](#) publiées le 16 mars 2026 réévaluent ce déficit à environ 30 MtCO_{2e}, révélant un décalage croissant entre les projections et la réalité des émissions. Le Conseil d'experts pour les questions climatiques considère ainsi que « les exigences de la loi climat ne sont pas remplies ». Le gouvernement lui-même reconnaît implicitement la nécessité d'ajustements ultérieurs.

4. Le Triangle vert de Weimar relancé par la France, l'Allemagne et la Pologne

Le 9 mars 2026 à Gniezno (Pologne), les ministres de l'Environnement et du Climat de France (Monique Barbut), d'Allemagne (Carsten Schneider) et de Pologne (Paulina Hennig-Kloska) ont relancé, le « Triangle vert de Weimar », un

format trilatéral de coopération environnementale inactif depuis 2014. Dans une [déclaration conjointe](#), les trois pays ont réaffirmé leur engagement pour une Europe compétitive, décarbonée et circulaire, en insistant sur la sécurisation des approvisionnements en matières premières critiques, le développement de la filière des batteries et le renforcement des infrastructures. Les discussions ont également porté sur la sortie des énergies fossiles, l'adaptation au changement climatique et la lutte contre la désinformation climatique. Les ministres ont appelé à une transition juste, inclusive et créatrice d'emplois durables, notamment dans l'automobile, la chimie et les batteries. Le Triangle vert de Weimar s'est fixé pour objectif de renforcer la position de l'UE dans les négociations internationales sur le climat et la biodiversité, tout en accélérant la mise en œuvre des politiques européennes de résilience. Les ministres ont appelé à un soutien ciblé pour les projets industriels transformateurs et à une réduction des dépendances extérieures, afin de faire de l'Europe un leader des technologies propres.

5. Déplacement de la ministre K. Reiche aux États-Unis

Du 23 au 24 mars 2026, la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, Katharina Reiche, s'est rendue à Houston (États-Unis) pour participer à la conférence internationale de l'énergie « CERAWEEK », qui rassemble des centaines de dirigeants d'entreprises énergétiques. Remettant en cause la politique de son prédécesseur, K. Reiche a appelé à un retour à une politique énergétique plus réaliste. La ministre fédérale s'est notamment prononcée en faveur d'une augmentation des capacités de production de gaz en Allemagne et de règles

plus souples concernant la production énergétique. Ainsi, elle a exigé plus de flexibilité à l'égard de l'objectif de la neutralité carbone européen d'ici 2050. Selon la ministre, il faudrait accepter qu'il puisse y avoir « d'ici 2050 peut-être un écart de 5 à 10 % ». (Source : [BMW E](#))

6. Déplacement du ministre de l'Environnement C. Schneider en Chine

Le ministre de l'Environnement Carsten Schneider s'est rendu à Pékin les 29 et 30 mars 2026 pour renforcer la coopération climatique et environnementale avec la Chine. Il a rencontré son homologue Huang Runqiu, le ministre des Finances Lan Foan et le vice-président de la Commission nationale du développement, Zhou Haibing. Selon le ministre, la Chine accélère « sa transition écologique vers des technologies bas carbone modernes », avec « une motivation croissante liée à la sécurité énergétique, notamment face aux tensions géopolitiques ». Il a réaffirmé que « l'Allemagne et l'Europe maintiendraient elles aussi le cap ». Les échanges ont porté sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques et la lutte contre la pollution, avec un projet concret de dépollution du fleuve Hanjiang, financé par la KfW (Banque allemande de développement). Le ministre Schneider a salué la stratégie chinoise, où les technologies vertes représentent 11 % du PIB (2025), et a appelé à une coopération renforcée sur l'économie circulaire et les partenariats industriels, tout en insistant sur la nécessité d'une concurrence loyale. « Face au climat, nous gagnons ensemble ou nous perdons ensemble », a-t-il rappelé, soulignant le rôle majeur de la Chine, à la fois premier émetteur mondial de CO₂ et acteur central des solutions vertes.

Transports

1. La Deutsche Bahn annonce des résultats 2025 en légère amélioration

La Deutsche Bahn a annoncé fin mars [ses résultats pour l'année 2025](#). Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 3 % par rapport à 2024 pour atteindre environ 27 Mds€. Malgré une amélioration du résultat opérationnel, la DB garde un résultat après impôts négatif de -2,3 Mds€, notamment à cause d'amortissements élevés dus au délabrement de l'infrastructure. La vente de la filiale logistique DB Schenker (actée en 2024) a permis de réduire la dette financière du groupe qui atteint 20,7 Mds€ en décembre 2025 soit 11,9 Mds€ de moins que l'année précédente. Ces résultats sont plutôt encourageants car toutes les filiales à l'exception de l'entreprise de fret DB Cargo ont atteint un résultat opérationnel positif en 2025. La directrice générale Evelyn Palla reste toutefois réaliste, affirmant qu'« il serait prématuré de se réjouir. Ce n'est que lorsque nous dégagerons à nouveau des excédents annuels durables et que nous pourrons financer nos investissements par nos propres moyens que nous aurons atteint notre objectif ». Pour l'année 2026, elle table sur un CA d'environ 28 Mds€ et un résultat d'exploitation de 600 M€.

2. Le ministère fédéral des Transports annonce 500 M€ pour développer l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques

Le ministère fédéral des Transports [lance un programme de subventions](#) de 500 M€ pour développer les infrastructures de recharge pour véhicules électriques dans et autour des immeubles

collectifs. L'objectif est de faciliter l'accès à la recharge à domicile pour les habitants, alors que l'Allemagne compte environ 9 M de places de stationnement hors circulation routière. Le programme finance l'achat et l'installation de bornes privées, les raccordements au réseau et les travaux nécessaires. Le dispositif vise trois groupes : copropriétés, PME et bailleurs privés, ainsi que les grandes sociétés immobilières et sociétés de logement social. Ils pourront déposer leurs demandes à partir du 15 avril 2026. Les aides peuvent atteindre 1 300 € par place sans borne, 1 500 € avec borne murale, et 2 000 € pour une borne bidirectionnelle, avec une puissance maximale de 22 kW. Ce programme s'inscrit dans le Plan directeur pour l'infrastructure de recharge 2030 et vise à accélérer le déploiement de la recharge résidentielle.

3. European Sleeper relance le train de nuit Paris-Berlin

La compagnie ferroviaire belgo-néerlandaise European Sleeper a inauguré le 26 mars 2026 une nouvelle liaison ferroviaire de nuit reliant Paris, Bruxelles et Berlin, trois mois après l'arrêt du Nightjet, exploité par les chemins de fer autrichiens ÖBB, la Deutsche Bahn et la SNCF. Le départ inaugural a eu lieu à la Gare du Nord, en présence d'acteurs du secteur ferroviaire de partenaires du projet et du ministre belge des Transports. En plus des trois capitales européennes, le train dessert les villes de Aulnoye-Aymeries dans le nord de la France, Liège et Mons en Belgique ainsi que Hambourg à partir du 13 juillet. European Sleeper exploite déjà un train de nuit entre Bruxelles et Prague passant par Amsterdam et Berlin qui circule trois fois par semaine. Avec cette nouvelle connexion, également trois fois par semaine, elle relie désormais Berlin à Bruxelles six nuits sur sept. Le

modèle de coopérative de l'entreprise, offrant aux particuliers et aux organisations la possibilité d'investir dans le modèle, doit lui permettre d'atteindre la rentabilité et de se passer de subventions pour exploiter la ligne. European Sleeper a également annoncé début mars le lancement d'un train Bruxelles-Cologne-Zurich-Milan à partir du 9 septembre 2026.

4. Critiques de l'utilisation du fonds pour les infrastructures et la protection du climat

Deux instituts allemands ont critiqué mi-mars l'utilisation faite en 2025 par le gouvernement du fonds pour les infrastructures et la protection du climat de 500 Mds€ sur 12 ans, introduit par une révision constitutionnelle en mars 2025 pour déroger à la règle du « frein à la dette ». Concrètement, selon l'institut munichois Ifo, sur les 24,3 Mds€ de nouvelles dettes contractées par le fonds en 2025, 95% n'ont pas servi pour des investissements publics supplémentaires. C'est 86% pour l'institut IW de Cologne. Les auteurs de ces études reprochent au ministre fédéral des Finances Lars Klingbeil (SPD) d'avoir transféré vers le fonds des dépenses assumées normalement par le budget fédéral plutôt que de nouveaux projets permettant de soutenir la croissance, ce qui est l'objectif du fonds. Lars Klingbeil a réfuté catégoriquement ces conclusions en dénonçant une approche biaisée.

Entreprises & International

1. La commission du Bundestag chargée d'examiner les relations économiques entre l'Allemagne et la Chine a débuté ses travaux

La commission « chargée d'examiner les relations économiques entre l'Allemagne et la Chine ayant une incidence sur la sécurité » au Bundestag a débuté ses travaux jeudi 19 mars. La commission d'experts compte 13 membres issus d'associations, d'instituts de recherche et de syndicats. Ses travaux consistent à déterminer dans quelle mesure l'économie allemande dépend de la Chine, notamment en ce qui concerne les importations d'énergie et de matières premières ainsi que « des technologies déterminantes sur le plan économique et en matière de politique de sécurité ». Elle doit présenter chaque année des recommandations d'action et informer tous les six mois la commission de l'économie de l'état d'avancement de ses travaux.

2. L'Allemagne salue la finalisation de l'accord UE-Australie

Le 24 mars 2026, l'Union européenne et l'Australie ont finalisé un accord de commerce, salué par le gouvernement fédéral comme une avancée majeure pour diversifier les partenariats économiques et améliorer l'accès à des matières premières critiques, telles que le lithium. Celui-ci soutient maintenant activement la finalisation des négociations en cours avec les pays de l'ASEAN. L'industrie allemande y voit des bénéfices concrets. La [VDA](#) (fédération de l'industrie automobile) se réjouit de la

reconnaissance des homologations européennes et de la suppression des droits de douane australiens sur les produits automobiles, facilitant ainsi les exportations. La [VDMA](#) (fédération des constructeurs de machines-outils) y voit un accès privilégié aux matières premières critiques, essentielles à l'industrie de la construction mécanique. Le [BDI](#) (fédération des industries) se félicite de cet accord, qui ouvre des perspectives concrètes pour l'industrie allemande et insiste sur l'intérêt de conclure d'autres accords avec les pays de l'ASEAN.

3. L'industrie automobile allemande sous pression

Le secteur automobile allemand traverse une crise profonde. Volkswagen anticipe jusqu'à 50 000 suppressions d'emplois d'ici 2030, après une chute d'environ 44 % de son bénéfice net en 2025. Porsche est particulièrement touché, avec un effondrement de bénéfices de 93% et de futurs plans sociaux, tandis que BMW voit son résultat opérationnel reculer nettement et atteindre le plus bas niveau depuis la pandémie (10,2 Mds€, - 11,5% EBIT). Daimler Truck enregistre aussi une baisse de ses bénéfices. Seul Audi se distingue avec une hausse de son bénéfice net de 4,6 milliards d'euros, soit 10 % de plus qu'en 2024. Malgré tout, Volkswagen retrouve sa place de leader sur le marché chinois devant BYD, profitant du recul des subventions publiques pour les voitures électriques.

4. Industrie chimique : le gouvernement publie sa stratégie

Le gouvernement fédéral a présenté le jeudi 26 mars sa stratégie relative à l'industrie chimique, portée conjointement par la ministre fédérale de

l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche (CDU) et le ministre fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat, Carsten Schneider (SPD). Au chevet d'une industrie chimique traversant « sa plus grande crise depuis l'après-guerre », l'« Agenda Chimie 2045 » prévoit notamment des mesures sur l'encadrement des prix de l'électricité et une réforme du marché carbone, et mise sur la décarbonation technologique et une simplification des normes environnementales européennes. L'agenda réaffirme ainsi l'importance stratégique du secteur pour l'économie allemande, bien que sa mise en œuvre concrète reste tributaire des réserves budgétaires et des négociations européennes.

5. La commission sur les finances de l'assurance maladie propose des économies sur le médicament

Face à un déficit projeté de l'assurance maladie allemande de 15,3 Mds€ en 2027 et de plus de 40 Mds€ d'ici 2030 sans réformes, la commission sur les finances de la branche (*FinanzKommission Gesundheit*), mandatée par le gouvernement fédéral, a présenté un premier rapport comprenant 66 recommandations pour contenir les dépenses. Dans le domaine pharmaceutique, les experts soulignent l'impact des médicaments brevetés, dont les coûts ont augmenté en moyenne de 8 % par an sur les cinq dernières années. Leurs propositions visent notamment à renforcer la régulation des prix par un relèvement (de 7 à 14 %) et une dynamisation du rabais légal (*Herstellerrabschlag*) que les laboratoires doivent consentir aux caisses. Les fédérations pharmaceutiques (BPI, Pharma Deutschland et vfa) [dénoncent](#) une

« impasse », mettant en avant leur contribution aux efforts de modération et alertant sur les risques que ces mesures représentent selon elles pour l'accès aux traitements, l'innovation et l'attractivité du *Standort*.

6. Le gouvernement et les fédérations se prononcent sur l'avenir de la politique industrielle

La ministre fédérale de l'Économie, Katherina Reiche, a présenté le 13 mars, avec le président de la Fédération de l'industrie allemande (BDI), Peter Leibinger, et le vice-président d'IG Metall, Jürgen Kerner, un rapport sur la politique industrielle adopté par l'Alliance pour l'avenir de l'industrie (BZdI). Ce regroupement de 19 fédérations industrielles et patronales propose des orientations pour renforcer la compétitivité de l'industrie, en soulignant plusieurs défis : coûts énergétiques élevés, lourdeurs administratives et pénurie de main-d'œuvre liés à la conjoncture démographique. Les auteurs appellent à une action coordonnée entre pouvoirs publics, entreprises et partenaires sociaux, face aux transitions écologique et numérique et à la concurrence chinoise. Le texte avance enfin des pistes pour améliorer les conditions-cadres, développer les compétences, stimuler l'innovation, assurer la résilience des chaînes de valeur et consolider le marché intérieur tout en diversifiant les relations commerciales internationales.

7. Machines-outils : IG Metall alerte sur l'emploi face à la stagnation du secteur

Le secteur allemand des machines-outils demeure en stagnation, selon une [enquête](#) annuelle du syndicat IG Metall menée auprès de 560 comités d'entreprise. Les résultats indiquent un niveau

d'investissement jugé insuffisant, pesant sur les perspectives de développement du secteur dans un contexte marqué par une demande atone et la faiblesse du renouvellement des effectifs en formation. La situation est aggravée par les droits de douane américains, qui affectent les carnets de commandes et conduisent certaines entreprises à envisager des relocalisations vers les États-Unis. Les perspectives d'emploi se dégradent nettement, avec des suppressions de postes annoncées y compris dans les effectifs permanents et un recours accru au chômage partiel et à la réduction du temps de travail. Dans ce contexte, IG Metall [propose](#) la mise en place d'un dialogue stratégique sous l'égide du ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie et appelle à des exigences de contenu local pour soutenir le secteur.

8. L'Allemagne lance son plus grand projet spatial à ce jour

L'armée allemande (*Bundeswehr*) a lancé un appel d'offres pour le plus grand projet spatial d'Allemagne : une constellation de satellites « SatcomBW4 », dont la valeur estimée est de 10 Mds€. Le projet appelé « Starlink de la Bundeswehr » prévoit le déploiement d'au moins une centaine de satellites pour assurer une communication en temps réel entre chars, navires militaires et soldats. Sa mise en service est prévue en 2029. Le fabricant de satellites OHB, le groupe d'armement Rheinmetall ainsi qu'Airbus Defence and Space se sont associés afin de soumettre une offre. En réaction, des petites et moyennes entreprises du secteur spatial (Stellar, mtex, Concad, DEV Systemtechnik, Lenze Automation, Liebherr et WK-Engineering) ont formé un consortium et adressé des lettres de doléances aux députés du Bundestag.

Elles souhaitent s'assurer d'obtenir des contrats, notamment dans le segment terrestre (antennes).

9. Rheinmetall enregistre un chiffre d'affaires record en 2025

Le groupe d'armement Rheinmetall a réalisé un chiffre d'affaires de 9,9 Mds€ en 2025, soit une hausse de 29 % par rapport à l'année précédente. Les perspectives du groupe restent prometteuses. Pour l'année 2026, Rheinmetall prévoit une croissance de son chiffre d'affaires de 40 à 45 % supplémentaires, pour atteindre environ 14 Mds€. Le groupe s'est séparé de ses activités civiles et souhaite renforcer sa position sur le marché de la défense maritime, aérienne et spatiale. Dans ce cadre, Rheinmetall, en collaboration avec l'entreprise finlandaise ICEYE, a obtenu un contrat avec la Bundeswehr d'environ un milliard d'euros pour la fabrication de satellites de reconnaissance.

Numérique & Innovation

1. Le gouvernement adopte une nouvelle stratégie sur les centres de données

Le mercredi 18 mars 2026, la stratégie du gouvernement fédéral sur les centres de données a été adoptée en Conseil des ministres et présentée conjointement par le ministre fédéral du Numérique et de la Modernisation de l'État Karsten Wildberger (BMDS) et la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie Katherina Reiche (BMWE). La stratégie s'articule autour de 3 piliers : (1) Énergie et durabilité ; (2) Emplacement et surfaces et (3) Technologie et souveraineté. L'objectif est d'au moins

doubler la capacité des centres de données généraux d'ici 2030 par rapport à 2025. Les capacités de calcul en matière d'intelligence artificielle devraient quant à elles au moins quadrupler, tout en renforçant la souveraineté européenne.

2. Inauguration du « Google AI center » à Berlin

Google a ouvert à Berlin un centre dédié à l'intelligence artificielle, le « Google AI Center », au cœur de son programme d'investissement de 5,5 Mds€ visant à développer ses infrastructures en Allemagne d'ici 2029. Le ministre fédéral K. Wildberger salue cet investissement qui confirme l'attractivité technologique de l'Allemagne et qui bénéficiera les startups, les PME et l'industrie, tout en affirmant que la souveraineté numérique reste compatible avec des partenariats internationaux. L'ouverture s'accompagne de collaborations avec la TU Munich et Helmholtz Munich pour développer des applications en médecine notamment. À l'occasion de l'ouverture du centre, Google a souligné l'énorme potentiel économique de l'intelligence artificielle, citant une analyse de l'Institut de l'économie allemande (IW) qui montre que l'utilisation généralisée de l'IA générative pourrait générer en Allemagne une valeur ajoutée brute supplémentaire d'environ 440 Mds€ par an d'ici 2034.

3. Partenariat d'Amazon avec Vodafone pour le déploiement d'internet par satellites

Amazon va lancer son service d'internet par satellite « Amazon Leo » en Allemagne, offrant pour la première fois une alternative à Starlink (SpaceX). Le projet, qui a coûté plus de 11 Mds€, vise à déployer 7 700 satellites pour couvrir particuliers, entreprises et institutions. Vodafone sera le premier partenaire, avec des tests prévus dès 2026 pour connecter des stations radio, afin de combler les zones blanches. En parallèle, Starlink renforce sa présence en Allemagne en s'associant à la Deutsche Telekom, qui intégrera dès 2028 une connexion satellite directe à son réseau mobile, pour maintenir les communications en cas de panne ou dans les zones isolées. Ces partenariats interviennent alors que le ministère fédéral du Numérique et de la Modernisation (BMDS) a identifié la connectivité internet comme priorité et a déjà lancé des projets de financement et d'expansion de la fibre optique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme BROUILLET

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Thomas GOUJAT-GOUTTEQUILLET, Camille LARMINAY, Corinna VOLKER

Relecteurs : Bertrand LE TALLEC, Frederic MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr